

Rapport sur la situation conjoncturelle en Suisse et priorités de politique économique pour 2007

11 décembre 2006

Numéro 44-2

dossier politique

economiesuisse
Fédération des entreprises suisses
Verband der Schweizer Unternehmen
Federazione delle imprese svizzere
Swiss Business Federation

Carrefour de Rive 1
Case postale CH-1211 Genève 3
Téléphone +41 22 786 66 81
Téléfax +41 22 786 64 50
www.economiesuisse.ch

Rapport sur la situation conjoncturelle et priorités de politique économique pour 2007

L'essentiel en bref

En cette fin d'année, la situation économique se présente sous un jour réjouissant. La conjoncture est largement soutenue par la consommation, les investissements et les exportations. L'utilisation des capacités de production dans l'industrie est élevée. Malgré une conjoncture dynamique et des prix de l'énergie en hausse, l'inflation est restée maîtrisée. economiesuisse estime la croissance réelle pour 2006 à 2,9 %. Pour 2007, le potentiel de croissance devrait se situer entre 1,7 et 2,3 %.

Position d'economiesuisse

La politique économique peut, si elle est aménagée intelligemment et durablement, susciter la confiance des ménages et des entreprises en l'avenir. Cela sera d'autant plus important l'année prochaine lorsqu'il s'agira de soutenir une conjoncture affaiblie. Le gouvernement et le Parlement doivent notamment se demander si le statu quo en matière de couverture sociale est toujours plus « juste » que des impôts plus élevés nécessaires à son financement. La politique économique influence certes considérablement le cadre macro-économique. Mais la productivité de l'économie est finalement déterminée par les performances des entreprises actives en son sein.

Situation actuelle

Selon les observations de la Fédération des entreprises suisses, l'économie de notre pays se trouve en cette fin d'année dans une situation réjouissante. De nombreuses prévisions énoncées il y a une année ont été nettement dépassées. La conjoncture, qui s'appuie largement sur la consommation, les investissements et les exportations, continue d'évoluer positivement. Au cours des dix premiers mois de cette année, les principales branches d'exportation ont enregistré un accroissement de leurs ventes compris entre 9 et 14 %. Mesurée en nombre de nuitées, l'année touristique, qui s'étend de novembre à octobre, a connu une progression réjouissante de 5,6 %. L'utilisation des capacités de production dans l'industrie est élevée. Dans la plupart des branches, la situation bénéficiaire a évolué favorablement. L'emploi s'améliore et le nombre de chômeurs enregistrés et de chômeurs au sens plus large est en recul depuis 2004. Malgré une conjoncture dynamique et des prix de l'énergie en hausse, les prix ont peu évolué. La forte concurrence liée à la mondialisation persistante et l'ouverture du marché suisse du travail vis-à-vis de l'UE ont notamment contribué à cette tendance.

l'économiesuisse estime la croissance réelle pour 2006 à 2,9 %, avec un taux de chômage moyen de 3,1 % et un taux d'inflation moyen de 1,3 %. Ainsi, la Suisse enregistre depuis 2004 une évolution économi-

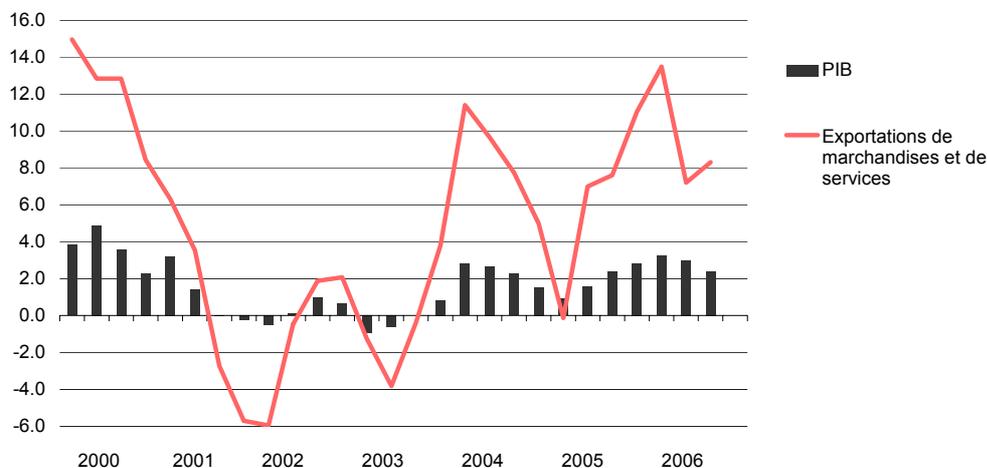
que positive. Elle a ainsi pu rattraper partiellement le retard qu'elle avait accumulé entre 2001 et 2003 sur la tendance de croissance à long terme. Aussi réjouissant que cela soit, il ne faut pas oublier que l'accroissement de la productivité est finalement plus important pour la prospérité de la population que la croissance économique.

Economie mondiale

Le boom de l'économie mondiale va progressivement ralentir. L'expansion conjoncturelle va perdre de son élan en 2007 et les forces de croissance vont tendre à se rapprocher entre les pays industrialisés. L'évolution conjoncturelle sera modérée aux Etats-Unis, mais elle demeurera solide en Europe. Au Japon, le processus de consolidation de l'économie est si avancé que rien ne fait plus obstacle à une expansion modérée. La Chine demeure un important moteur de la conjoncture mondiale, même s'il faut s'attendre à un accroissement de la production légèrement réduit. En Russie et en Amérique latine, la demande intérieure se développe vigoureusement grâce aux prix élevés des matières premières, ce qui compense une croissance un peu plus faible des exportations. Sur cette toile de fond, le commerce mondial connaîtra une expansion de l'ordre de 7 % dans le cadre de la tendance à plus long terme. Le cycle mondial de hausse des taux d'intérêt

Evolution du produit intérieur brut et des exportations

Variation par rapport au trimestre correspondant de l'année dernière en %



Source : BNS, seco

devrait toucher à sa fin ou du moins s'en approcher, ce qui va réduire l'écart transatlantique des taux d'intérêt. La hausse des prix devrait légèrement diminuer l'année prochaine.

Dans ce scénario d'une conjoncture mondiale légèrement affaiblie, mais néanmoins robuste dans l'ensemble, les risques de fléchissement l'emportent actuellement sur les perspectives de hausse. A court terme, le risque existe qu'en raison d'une consommation privée effrénée fondée sur l'endettement, l'économie américaine déjà fragilisée se tasse plus fortement qu'on ne l'attendait par suite de la chute de l'immobilier. A quoi s'ajoutent les déséquilibres mondiaux de balances des paiements et les flux de capitaux qui y sont liés et qui traduisent d'importants déséquilibres d'économie intérieure. Si les autorités monétaires des principaux pays asiatiques modifiaient la répartition de leurs réserves de devises, cela pourrait affecter le cours du dollar et entraîner des conséquences néfastes sur l'économie mondiale. A plus long terme, les risques de ralentissement dus à de possibles nouvelles hausses des prix du pétrole devant l'instabilité géopolitique ou à une demande de pétrole croissante se sont accrus. En outre, la pression protectionniste consécutive à la suspension du cycle de Doha qui pourrait freiner le processus de mondialisation de l'économie augmente.

Perspectives pour la Suisse

L'économie d'exportation a beaucoup bénéficié de la vigueur de l'économie mondiale grâce à l'augmentation de compétitivité enregistrée ces dernières années. Mais cela ne l'a pas immunisée contre un affaiblissement de la conjoncture mondiale ; les exportations devraient perdre de leur dynamisme en 2007 ; la tendance en cours devrait toutefois persister. La consommation, qui évolue favorablement au rythme des revenus réels disponibles, aura un effet stabilisateur sur la croissance, surtout si l'emploi continue de s'améliorer. Les dépenses d'investissements des entreprises demeureront elles aussi robustes, grâce à des conditions de financement toujours favorables, à des rendements en partie meilleurs, à des efforts d'efficacité et à des restructurations de bilan. En revanche, l'activité de construction, intense, va ralentir, car des phénomènes de saturation vont se manifester dans le secteur privé de la construction de loge-

ments, comme le laisse supposer en particulier l'évolution du taux de logements vacants. La construction commerciale, qui dispose d'un bon carnet de commandes en réserve, exerce une fonction stabilisatrice. Le secteur du tourisme continuera de recevoir des impulsions positives de l'intérieur, mais également de l'extérieur grâce à la solide situation économique qui prévaut dans les pays des hôtes étrangers et à l'affaiblissement du franc qui améliore la compétitivité de la Suisse au niveau des prix. En résumé, on peut dire que les indicateurs actuellement disponibles renvoient l'image d'une économie solide, avec un degré de confiance en léger recul.

Telles sont les conditions de base d'une croissance potentielle qui pourrait se situer entre 1,7 et 2,3 % pour 2007. La situation restera détendue sur le front des prix, avec un taux d'inflation moyen de 1,2 %, et le taux de chômage va continuer de baisser (à +2,8 %). Si l'écart d'intérêt par rapport au taux directeur de l'euro devrait se creuser avec de nouvelles augmentations des taux d'intérêt de la Banque centrale européenne, le franc demeurerait plutôt sous-évalué vis-à-vis de l'euro. Mais les fondamentaux de la Suisse, meilleurs, finiront par prévaloir à plus long terme.

Priorités de politique économique 2007

C'est une des particularités de la politique suisse que de devoir conquérir ses réformes pas après pas. Comme l'année prochaine sera une année électorale, il faudra particulièrement veiller à ce qu'elle ne tourne pas en « politique des petits pas », incapable de répondre aux défis mondiaux auxquels la Suisse est exposée. Dans la perspective d'une politique de promotion durable de la place économique suisse et de croissance, les priorités se situeront dans les domaines suivants :

Politique monétaire

Si l'évolution économique esquissée ci-dessus se concrétise, la Banque nationale suisse n'a aucune raison de s'écarter de la voie de l'adaptation graduelle de la marge de fluctuation opérationnelle pour le Libor à trois mois sur laquelle elle s'est engagée. En fin de compte, le niveau auquel le taux d'intérêt est « neutre » reste le secret de l'institut d'émission. Si le taux d'intérêt réel neutre correspond à peu près au taux permettant à l'économie une croissance à moyen

terme sans tension, indépendamment du socle d'inflation, le processus de normalisation de la politique monétaire n'est pas encore achevé. Toutefois, en l'absence de risques inflationnistes, l'accélération du rythme d'augmentation des taux d'intérêt n'est pas indiquée.

Budget fédéral

Même si la situation budgétaire de la Confédération s'est améliorée grâce aux recettes fiscales encaissées à la faveur de la croissance, il n'y a aucune raison de s'écarter de la voie de la consolidation durable au chapitre des dépenses. Car les tendances à moyen terme, surtout en politique sociale, laissent déjà prévoir des déficits plus élevés dans un proche avenir. En outre, en année électorale, il s'agit de contrôler la propension traditionnelle aux dépenses. En principe, la progression des dépenses ne devrait pas dépasser le renchérissement, comme le demande la motion Lauri, afin de stabiliser l'endettement (assurances sociales incluses).

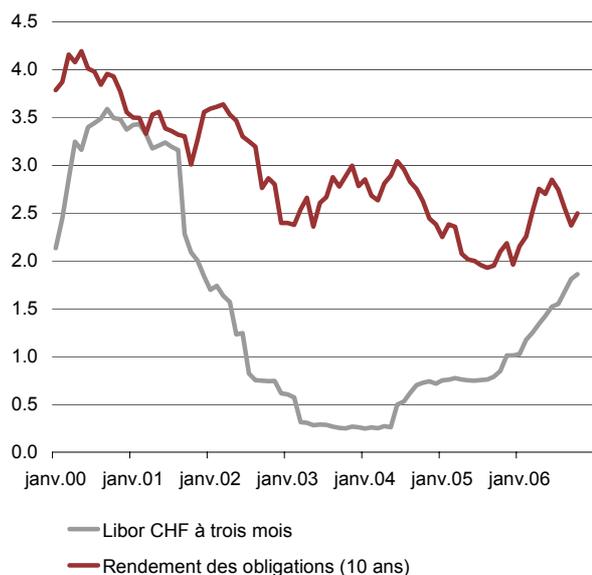
Réformes partielles de la fiscalité

Les réformes partielles de politique fiscale dans les domaines de la liquidation partielle indirecte et de la transposition ainsi que de la fiscalité des entreprises (atténuation de la double imposition des bénéfices) soulageront les entreprises, en particulier les PME. Elles faciliteront les successions d'entreprises et favoriseront les activités d'investissement, ce qui aura des répercussions positives sur la croissance. Mais l'agenda des réformes n'est pas bouclé pour autant. Il s'agit de mettre rapidement sous toit la révision de la TVA. En outre, il y a lieu d'accélérer la réforme fondamentale de l'imposition des revenus, car l'atténuation prévue de la « pénalisation du mariage » paraît insuffisante à long terme. Vu la dynamique de la concurrence fiscale internationale, la Suisse sera bien obligée de revoir son système fiscal en permanence ou de l'optimiser si elle entend maintenir son rang. Dans ce domaine, il faut aussi souligner l'avantage considérable que représente la concurrence fiscale intercantonale.

Economie extérieure et mondialisation

En politique économique extérieure, l'économie suisse continue de miser sur la relance du Cycle de Doha

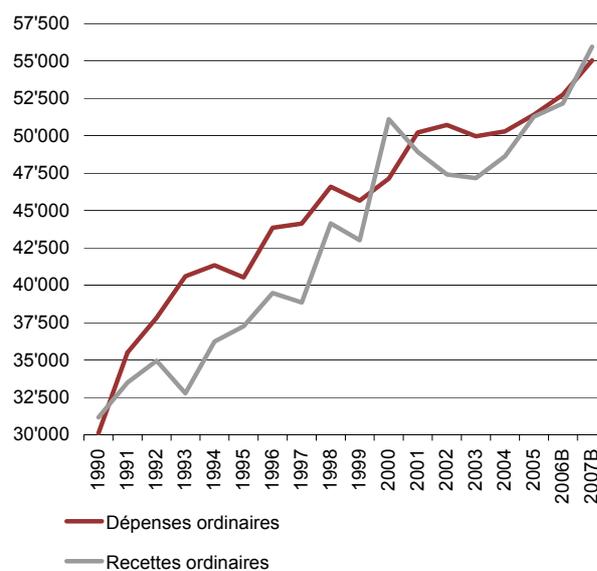
Evolution des taux d'intérêt en Suisse



Source : BNS, Bulletin mensuel de statistiques économiques

Budget de la Confédération (en mio.fr.)

Evolution des recettes ordinaires et des dépenses



Source : DFF, Budget 2007, Explications complémentaires et tableaux statistiques.

dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), même si les perspectives ne sont pas favorables. Car un cadre multilatéral de relations économiques extérieures reste la forme optimale de collaboration internationale. En parallèle, toutefois, il s'agit de développer les relations bilatérales sous la forme d'accords de libre-échange avec les principaux partenaires de notre pays hors UE. Outre des pays industrialisés comme les Etats-Unis et le Japon, cela concerne surtout le BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine). Quant à nos relations avec l'UE, les citoyens suisses ont, par un vote positif le 26 novembre 2006, confirmé une fois de plus la voie bilatérale que l'économie appuyait. En politique européenne, l'époque des grands enjeux que furent les accords bilatéraux I et II semble derrière nous, du moins pour quelque temps. En revanche, de nombreux thèmes ponctuels devront être débattus avec l'Europe. La volonté de la Commission européenne de mettre un Etat tiers souverain comme la Suisse à contribution au chapitre de l'imposition des entreprises est absurde et doit être catégoriquement rejetée.

Formation, recherche et innovation

Le message sur la formation, la recherche et l'innovation 2008-2011 renouvelle non seulement le cadre financier attribué à la formation professionnelle, aux hautes écoles et à la recherche, mais il doit aussi poser les jalons concernant le contenu des formations, l'organisation et les structures de ces établissements. Il est incontestable qu'une économie très développée comme celle de la Suisse doit investir davantage dans la formation et la recherche pour pouvoir concurrencer des nations dynamiques qui s'appuient également sur la valorisation du savoir. Mais on ne se contenter de dépenser davantage d'argent ; celui-ci doit aussi être investi de manière plus productive et efficace. Une croissance des dépenses dans ce secteur de 6 % l'an, comme le Conseil fédéral l'a récemment décidé dans le cadre de son nouveau plan financier, est approprié, compte tenu des priorités définies et des améliorations apportées aux structures et à l'organisation, pour autant que les ressources nécessaires soient vraiment disponibles. Une politique d'innovation performante dépend également de la protection efficace de la propriété intellectuelle ; il convient donc d'opter pour l'épuisement national des brevets, standard global pour toutes les économies bénéficiant

d'une force d'innovation comparable.

Cassis de Dijon

Après la révision de la loi sur les cartels et le marché intérieur, il s'agira encore d'ancrer dans notre législation le principe du Cassis de Dijon. Afin d'éviter de nuire aux producteurs suisses, il faudra les autoriser à fabriquer leurs produits et à les mettre dans le commerce conformément aux prescriptions en vigueur dans l'UE. En outre, une instance indépendante (par ex. la Comco) devrait avoir la possibilité de trancher entre des décisions administratives contradictoires.

Droit des sociétés anonymes et gouvernement d'entreprise

Dans le droit des sociétés anonymes et le gouvernement d'entreprise, il ne faut pas que des contraintes rigides viennent entraver la liberté d'organisation des entreprises et des actionnaires.

Politique agricole

La politique agricole (PA) 2011, qui promet de bonnes et importantes améliorations avec la suppression du soutien du marché, mais présente encore des défauts considérables dans le système des paiements directs, doit être rapidement mise sous toit. Il s'agit aussi surtout de gagner en liberté dans le cadre d'une politique économique extérieure plus souple.

Réforme de l'assurance maladie

Il faut absolument accélérer la réforme languissante de la loi sur l'assurance maladie, subdivisée en trois volets : soins, financement des hôpitaux et « *managed care* »/suppression de l'obligation de contracter. Il convient d'agir avec mesure au chapitre de la politique financière, avec perspicacité en matière économique et de manière judicieuse en politique de la santé. Il y a lieu de promouvoir une concurrence transparente sur le plan de la qualité. Cette remarque s'applique surtout au financement des hôpitaux, principal facteur de coûts, ainsi qu'au « *managed care* ».

Ouverture du marché de l'électricité

L'ouverture du marché de l'électricité n'avance que lentement. La loi sur l'approvisionnement en électricité telle qu'elle a été votée par le Conseil des Etats à la session d'automne freine encore davantage le proces-

sus d'ouverture dans la mesure où elle laisse planer la possibilité d'un nouveau référendum. Cette voie suisse est à la traîne par rapport au rythme de libéralisation de l'UE et menace de s'arrêter à mi-parcours. Il importe que la rétribution pour les injections de courant destinée à promouvoir les énergies renouvelables ne dépasse pas un ordre de grandeur raisonnable afin de ne pas créer des handicaps de concurrence supplémentaires. Enfin, il importe de résoudre sans délai le problème grandissant posé par le déficit en électricité.

Annexe

Tableau comparatif des prévisions conjoncturelles en Suisse

	PIB réel		Prix à la consommation		Taux de chômage	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007
economiesuisse	2.9	1.7-2.3	1.3	1.2	3.1	2.8
BAK	2.9	2.1	1.1	0.9	3.3	3.0
Créa	2.9	1.6	1.0	-0.1	3.4	3.1
CS	2.8	2.2	1.1	1.1	3.3	2.9
KOF	2.6	2.1	1.2	0.8	3.4	3.0
Seco	2.7	1.7	1.2	1.0	3.3	2.8
UBS	3.0	1.5	1.2	0.9	3.3	3.0